

Arrêté n° 2020/DGS- 15

Le Président de l'Université de la Polynésie française,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 719-1 et suivants, L. 721-1 et suivants, D. 719-1 et suivants, D. 721-1 et suivants ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2017-904 du 10 mars 2017 portant composition de la commission de contrôle des opérations électorales de l'université de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 22 août 2018 portant renouvellement de l'accréditation de l'école supérieure du professorat et de l'éducation de la Polynésie française au sein de l'université de la Polynésie française ;

Vu les statuts modifiés de l'École supérieure du professorat et de l'éducation de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur modifié de l'École supérieure du professorat et de l'éducation de la Polynésie française, notamment ses articles 35 et suivants ;

ARRÊTE :

Article 1 : L'Université de la Polynésie française organise des élections visant à renouveler l'ensemble des collèges du conseil d'école de l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE).

Article 2 : Les élections sont organisées le :

<p align="center">7 octobre 2020 de 13h30 à 15h30 Salle Farenati 1 - Rez-de-chaussée bâtiment B de l'ESPE</p>

Article 3 : Les sièges à pourvoir se répartissent comme suit :

- 2 sièges au sein du **collège A** tel que défini à l'article 4 du présent arrêté ;
- 2 sièges au sein du **collège B** tel que défini à l'article 4 du présent arrêté ;
- 2 sièges au sein du **collège C** tel que défini à l'article 4 du présent arrêté ;
- 2 sièges au sein du **collège D** tel que défini à l'article 4 du présent arrêté ;
- 2 sièges au sein du **collège E** tel que défini à l'article 4 du présent arrêté ;
- 2 sièges au sein du **collège F** tel que défini à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4 : Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur une liste électorale.

Sont électeurs dans le **collège A** en application de l'article D. 719-4 du code de l'éducation : les professeurs des universités et professeurs des universités associés ou invités qui participent aux activités de l'ESPE pour une durée équivalente à au moins vingt-quatre heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés.

Sont électeurs dans le **collège B** en application de l'article D. 719-4 du code de l'éducation : les maîtres de conférences et personnels assimilés ou invités qui participent aux activités de

l'ESPE pour une durée équivalente à au moins vingt-quatre heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés.

Sont électeurs dans le **collège C** : les autres enseignants et formateurs relevant d'un établissement d'enseignement supérieur qui participent aux activités de l'ESPE pour une durée équivalente à au moins vingt-quatre heures de leurs obligations de service annuelles.

Sont électeurs dans le **collège D** : les personnels relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et exerçant leurs fonctions dans les écoles, établissements ou services relevant de ce ministre, qui participent aux activités de l'ESPE pour au moins un quart de leurs obligations de service de référence.

Sont électeurs dans le **collège E** en application de l'article D. 719-15 : les personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers ou de service titulaires qui participent aux activités de l'ESPE pour au moins un quart de leurs obligations de service de référence.

Sont électeurs dans le **collège F** en application de l'article D. 719-14 : les étudiants, fonctionnaires stagiaires, personnels enseignants et d'éducation bénéficiant d'actions de formation continue et personnes bénéficiant d'actions de formation aux métiers de la formation et de l'éducation, régulièrement inscrits en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours. Sont également électeurs les auditeurs libres, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits à ce titre, qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants et qu'ils en fassent la demande.

Article 5 : Les listes électorales sont arrêtées par le président de l'université et sont publiées à partir du **16 septembre 2020** dans les locaux de l'ESPE et de l'UPF et sur l'espace numérique de travail.

Toute personne remplissant les conditions définies à l'article 4 du présent arrêté pour être électeur, qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale qui la concerne, peut demander son inscription, y compris le jour du scrutin, à l'adresse suivante : raf-espe@espe.pf.

Article 6 : Sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres, tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Le président de l'université vérifie l'éligibilité des candidats.

Le dépôt des candidatures est obligatoire. Les listes de candidats doivent être déposées en main propre auprès du responsable administratif de l'ESPE du **18 septembre 2020 à 8h00 au 1^{er} octobre 2020 à 16h00**. Aucune candidature, pour quelque motif que ce soit, ne sera admise après cette date. Le dépôt des candidatures par mail ou par voie postale n'est pas autorisé.

Les listes doivent être accompagnées d'une déclaration individuelle de candidature signée par chaque candidat.

Les listes peuvent être incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges à pourvoir. Elles comprennent un nombre de candidats au maximum égal au double du nombre des sièges à pourvoir.

Les listes de candidats sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Article 7 : Les candidatures sont affichées dans les locaux de l'ESPE et de l'UPF et sur l'espace numérique de travail à partir du **2 octobre 2020**.

Article 8 : Les membres du conseil d'école sont élus au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage.

Au moment du vote, chaque électeur doit justifier de son identité par la présentation de sa pièce d'identité.

Le vote par correspondance n'est pas autorisé.

Les électeurs qui ne peuvent voter personnellement ont la possibilité d'exercer leur droit de vote par un ou une mandataire, en lui donnant procuration écrite pour voter en leur lieu et place. Le mandataire doit être inscrit sur la même liste électorale que le mandant. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations. Le mandataire doit justifier de son identité en présentant une pièce d'identité ou, le cas échéant, sa carte d'étudiant, mais également celle de son mandant en présentant la procuration qui lui a été délivrée accompagnée d'une pièce d'identité ou, le cas échéant, de la carte d'étudiant du mandant.

Article 9 : Le conseil d'école comprend autant de femmes que d'hommes dans les conditions suivantes : les listes de candidats sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe. Lorsque la répartition des sièges entre les listes, au sein de chaque collège mentionné à l'article 3 du présent arrêté, n'aboutit pas à l'élection d'un nombre égal de candidats de chaque sexe, il est procédé ainsi pour rétablir la parité :

1° Le dernier siège revenant à un candidat du sexe majoritairement représenté est attribué au candidat suivant de liste qui est déclaré élu ; cette opération est répétée, si nécessaire, avec le siège précédemment attribué à un candidat du même sexe, jusqu'à ce que la parité soit atteinte;

2° Si un siège devant être attribué au suivant de liste en application du 1° revient simultanément à plusieurs listes ayant obtenu le même nombre de suffrages, il est procédé à un tirage au sort pour déterminer celle des listes dont le dernier élu est remplacé par le suivant de liste.

Si nécessaire, la parité entre les femmes et les hommes est rétablie par la désignation des personnalités désignées par les membres du conseil d'école.

Article 10 : Le dépouillement est effectué le soir même du scrutin.

Le président de l'UPF proclame les résultats du scrutin dans les trois jours suivant la fin des opérations électorales. Les résultats du scrutin sont immédiatement publiés dans les locaux de l'ESPE et de l'UPF et sur l'espace numérique de travail.

En cas de contestation des résultats, les recours sont adressés à la commission de contrôle des opérations électorales définie aux articles D. 719-38 et D. 719-39 du code de l'éducation, au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Tout électeur ainsi que le président de l'UPF et le directeur de l'ESPE ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif de la Polynésie française. Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle.

Article 11 : Les opérations de scrutin qui impliquent l'accueil de public sont conçues et se déroulent dans le plus strict respect des gestes-barrières et de la distanciation sociale, en application des mesures prises dans le contexte sanitaire lié à la pandémie de Covid-19.

Article 12 : Le directeur de l'ESPE, la directrice générale des services de l'UPF et la responsable administrative et financière de l'ESPE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Punaauia, le 7 septembre 2020.



Le Président de l'Université
de la Polynésie française


Pr. Patrick CAPOLSINI